



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Cyril MEUNIER, Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Environnement - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2020

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

Conformément aux évolutions réglementaires intervenues depuis, la présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et actrices et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue. Le rapport présenté dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'année 2020. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Métropole pour l'année 2021.

La crise sanitaire sans précédent, débutée en 2020, a entraîné une adaptation de l'action publique, à la fois dans le rapport aux usagers et usagères et dans les méthodes de travail. Ces évolutions, qui vont se poursuivre en 2021, se font d'ores et déjà sentir au fil du présent rapport.

Les actions phares :

Gratuité des transports en commun

Face aux évolutions climatiques et à leurs conséquences pour les territoires et les populations, Montpellier Méditerranée Métropole propose des solutions ambitieuses, voire radicales, dans un souci d'inclusion sociale. L'institution de la gratuité du transport en commun pour les habitants et habitantes de la Métropole illustre cette volonté. Sa mise en œuvre sera progressive. Depuis le 1^{er} septembre 2020, les habitants et habitantes de la Métropole bénéficient de cette gratuité le week-end. D'autres leviers seront également mobilisés tels que le développement de l'offre de transports, ainsi que la promotion des modes actifs.

Encadrement des loyers

Afin de répondre au double enjeu de niveau de loyers élevé sur son territoire, en parallèle de la capacité faible des ménages à louer un logement, la Métropole a demandé à l'Etat la mise en place de l'encadrement des loyers, de manière expérimentale, pour une durée de 5 ans, sur tout ou partie du territoire de la ville centre. Le dispositif impose aux loyers de se situer progressivement dans une fourchette comprise entre -20 et -30 % du loyer de référence, défini par un observatoire local des loyers.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole déclinée selon les 5 finalités du Développement durable :

Lutte contre le changement climatique

En 2020, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit la révision de son Plan climat en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). La deuxième partie de l'année 2020 est consacrée à l'évolution des orientations stratégiques en lien avec les objectifs du mandat. En 2021, cette stratégie sera précisée par un programme d'actions opérationnelles, à conduire sur 6 ans.

La poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) s'inscrit dans la volonté du nouvel exécutif de développer un PLU, véritable instrument de la transition écologique et énergétique, dans le prolongement du PCAET et du Plan des Mobilités, en cours d'élaboration. En matière d'aménagement, une priorité à la requalification des parcs d'activité économique existants est identifiée.

Afin d'accélérer la transition vers de nouvelles mobilités, l'action porte dès 2020 sur les modes actifs, à l'image de la pérennisation des aménagements cyclables transitoires réalisés à la suite de la première période de confinement, de l'aide financière de 500 € pour l'achat d'un vélo à assistance électrique pour les habitants et habitantes de la Métropole, ou encore du développement d'une politique encourageant le covoiturage dynamique courte-distance. Dans le cadre de la rénovation énergétique des logements, après 2 ans et demi de fonctionnement du dispositif Rénov'Energie, la Métropole est lauréate fin 2020 de l'appel à manifestation d'intérêt « Guichets Uniques » de la Région Occitanie et poursuivra ainsi son action en l'amplifiant.

Dans son fonctionnement, la Métropole débute en 2020, le renouvellement de son parc automobile et ambitionne, sous 5 ans, de disposer d'un parc de citadines et de petits utilitaires vertueux.

Préservation de la biodiversité et protection des milieux et des ressources

La définition d'une trame verte et bleue à l'échelle de la planification comprend la prise en compte de la préservation des zones à enjeux de biodiversité, et la restauration des continuités écologiques. Cette action se poursuit en 2020, au travers de son intégration au Plan Local d'Urbanisme intercommunal. Dans la continuité, la Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie (CEN) poursuivent en 2020 leur coopération dans le cadre de la stratégie biodiversité, mais également de conventions plus opérationnelles, à l'image de la convention opérationnelle de gestion agroécologique et environnementale du domaine de Viviers (Jacou). L'année 2020 voit également la signature de deux baux ruraux à caractère environnemental sur du foncier appartenant à la Métropole : domaine de Viviers et de la Condamine (Montpellier).

Depuis plusieurs années Montpellier Méditerranée Métropole, construit une politique globale de l'eau à l'échelle de son territoire, en exerçant les différentes compétences liées à son cycle. Dans la continuité, la collectivité poursuit, en 2020, l'élaboration d'un schéma de desserte en eau brute pour explorer et expertiser toutes les solutions de sécurisation et de diversification agricole compatibles avec une gestion durable et économe des ressources en eau. Pour préserver la ressource, elle poursuit également l'action de mise en place d'aires collectives de remplissage et de rinçage pour les pulvérisateurs agricoles, dans le cadre de la lutte contre les pesticides. En termes de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, la Métropole co-élabore avec ses partenaires une stratégie de restauration des lagunes palavasiennes. Les travaux d'amélioration de la résilience du CHU de Montpellier face au risque inondation peuvent également être cités.

Enfin, la collectivité poursuit son action partenariale dans le cadre de la préservation des ressources naturelles, à l'image de la signature en 2020, d'un protocole d'accord, entre la Métropole, la Ville de Montpellier et le CEFÉ (Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive) visant à renforcer la stratégie de la transition écologique.

Cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations

En matière de lutte contre l'habitat indigne et d'accès au logement, la Métropole acte en 2020 l'expérimentation du permis de louer qui, à partir d'avril 2021, instaure une autorisation de mise en location sur un quartier non couvert par une opération d'amélioration de l'habitat (OPAH), avec évaluation du dispositif sous un an. Elle décide également en 2020 la création d'un lieu d'accueil de jour des familles sans abris. S'agissant de la cohésion urbaine et de la politique de la Ville, les différents partenaires du contrat de Ville ont soutenu financièrement en 2020, 308 projets.

En réponse à la crise sanitaire, et afin d'offrir à la population la plus fragile, un été d'apprentissage, de découverte et de solidarité, un travail transversal à la Ville et à la Métropole a permis de mobiliser les établissements socio-culturels et sportifs dans le but de développer la culture et d'encourager les pratiques sportives. Ce dispositif des collectivités a été complété par des projets associatifs. Enfin, dans la poursuite des engagements de prévention et de lutte contre la pauvreté, des actions telles qu'assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité ont été mises en place.

Transition vers une économie circulaire

En 2020, afin de réduire l'empreinte écologique liée à la gestion des déchets, Montpellier Méditerranée Métropole pose les jalons d'une stratégie « zéro déchet », par le lancement d'un nouveau Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA), qui se traduira notamment par les projets suivants : accélération du déploiement des composteurs collectifs et individuels, plates-formes locales de compostage des biodéchets et déchets verts du centre urbain, actions de prévention, poursuite de l'équipement des ménages dans la continuité de l'extension des consignes de tri. La collectivité poursuit également sa politique en matière d'agroécologie et d'alimentation et mènent des actions de soutien aux productrices et producteurs locaux durant la crise sanitaire.

La production locale est massivement dirigée vers le Marché d'Intérêt National, la distribution pour approvisionner les commerces de détails est intensifiée et des « drive fermiers » sont organisés pour livrer les habitants et habitantes en direct.

Enfin, à travers une approche fédératrice et concertée, la Métropole a souhaité engager la création d'une agence de développement dans le cadre d'un travail partenarial avec les collectivités voisines, la Région Occitanie et les partenaires publics comme privés. Une mise en opérationnalité est visée pour 2021.

Epanouissement de tous les êtres humains

En raison de la crise sanitaire, de très nombreux événements, expositions et actions portés et prévus par la Métropole ont dû être, en 2020, annulés ou reportés. Afin de favoriser le retour du public, lorsque cela a été rendu possible, des actions de gratuité ont été menées, à l'image de l'accès à l'exposition temporaire du Musée Fabre à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine et de la Nuit européenne des Musées 2020.

A travers l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble de ses politiques, Montpellier Méditerranée Métropole intègre pleinement l'enjeu de l'accessibilité dans la société, des personnes en situation de handicap et à mobilité réduite. Trois champs d'actions prioritaires sont identifiés : l'aménagement de l'espace public, les transports et l'information des populations. A titre d'exemple, le réseau des médiathèques métropolitaines, acteur de la démocratisation culturelle au plus près des citoyens et citoyennes, reste attentif à ouvrir mieux, à des moments pertinents pour des publics très diversifiés.

Dans le fonctionnement de la collectivité, des actions en matière de prévention, de santé, d'accessibilité des formations, de mesures adaptées de gestion du temps de travail ont été mises en œuvre dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire vis-à-vis du personnel de la Ville et de la Métropole.

Situation de la collectivité au regard des éléments de méthode du développement durable

Dans un contexte général de lutte contre le changement climatique, Montpellier Méditerranée Métropole est labellisée Cit'Ergie, avec la Ville de Montpellier. Il s'agit maintenant, fin 2020-début 2021, de lancer le processus d'amélioration conduit dans le cadre d'un projet transversal partagé par l'ensemble des services, directions et élu.e.s, afin de finaliser le programme d'action du PCAET, à conduire dans les six prochaines années. En termes de pilotage, l'année 2020 a vu la création d'un collège de déontologie, commun et à disposition de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole, du CCAS de Montpellier ainsi que de toute commune membre de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de la présentation du rapport de développement durable 2020, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 92 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153856-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RDD 3M - version CM3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.